

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2021-06-113

24 juin 2021

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14, D. 6332-78 à D. 6332-84,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n°2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 24 juin 2021,

Exposé des motifs

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prennent financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France compétences émet des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle pour lequel le niveau de prise en charge n'a jamais été fixé auparavant.

L'OPCO de la branche des entreprises privées de services à la personne a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des



branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des entreprises privées de services à la personne, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code ainsi que les nouveaux contrats sur ces mêmes diplômes ou titres qui seront signés.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP des entreprises privées de services à la personne dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris
Le 24 juin 2021

Jérôme TIXIER
Président du Conseil d'administration



Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des entreprises privées de services à la personne

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP des entreprises privées de services à la personne pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3127

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP34035	MASTER - CONTRÔLE DE GESTION ET AUDIT ORGANISATIONNEL (FICHE NATIONALE)	10500	8212	6600	9100	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP34091	MASTER - ENTREPRENEURIAT ET MANAGEMENT DE PROJETS (FICHE NATIONALE)	10500	8631	7493	9450	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP34132	MASTER - INTERVENTION ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL (FICHE NATIONALE)	10500	8000	7459	8675	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP34842	MASTER - ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (FICHE NATIONALE)	10500	8000	7400	8800	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP23693	EXPERT EN CONTRÔLE DE GESTION ET PILOTAGE D'ACTIVITÉ	10500	8800	8112	9600	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la	RNCP27509	MANAGER DES ENTREPRISES DE LA COMMUNICATION	10500	8500	8145	9100	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
personne							
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP31913	DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES	10500	8775	8363	9138	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP34464	CHARGÉ DE GESTION SOCIALE ET DE PROJET RSE	6800	7600	7075	8723	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP34492	MANAGER DE LA COMMUNICATION ET DU MARKETING	10500	9027	8528	9850	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP34710	GESTIONNAIRE DES RESSOURCES HUMAINES	6800	7818	7110	8400	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises privées de services à la personne	RNCP34729	CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES	6800	7604	7110	8700	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés